L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 16 FEVRIER 1876. 28me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN 16 FEVRIER.

PARAISSANT A L'EXCEPTION DE CE JOUR.

Par M. W. Newman, au Nord de la rue de la Douane, toutes sortes de librairies.

Par Hermann, Marks & Co., au No 25 rue de Chartres, habillements, chapeaux, casquettes, etc.

SPECTACLES.

Variétés, Théâtre de Mlle Rosati.
Mercredi.

La réforme du jury.

Quand on a pu remarquer dans la législature cette chose si neuve et si rare d'un projet de loi sérieux, une des réformes les plus urgentes, accomplir, sera certainement et à juste titre un événement. Le système actuel du jury Madrid, comment, nous n'en sommes pas encore là. Nous pouvons ajouter que la discussion ne calme de ce sujet.

Il y a, en effet, certains points que nous avons soulevés nous-mêmes, pour la première fois, la question de la réforme du jury. Nous avons fait une campagne qui a été possible d'obtenir la législation nécessaire. Mais nous devons alors les sens dans la presse où l'abaisse et, pendant, dans la presse américaine, à plaider notre cause.

Il y a deux ou trois ans, quelques articles semblables à ceux que nous avons publiés dans le journal de la Seine par M. de Wouellen contre Paul de Cassagnac, gérant du journal *Le Pays*, le juif, du même, le 7 de Paris du 15, a retenu un verdict d'acquittement en faveur de M. de Cassagnac.

Encore dernièrement, plaidé par M. Jules Favre, quelle gentillesse avait-il commis comme avocat.

Acquitté.
Le Pays.

Dans le prochain grand tirage
De la Loterie de l'Etat de Louisiane
Quarante mille numéros seront vendus
Jour où se tirera le gros lot : 15 février
En quatre parties et en public.
Gros lot, $20,000
Billets, $5
Achetez !

Le projet de loi liberticide.

La suspension de l'habeas corpus.

L'ordre règne à Varsovie, a dit un jour, dans une inspiration malheureuse, un ministre qui voulait annoncer que le canon russe avait fait le silence de la mort dans les rues de cette ville opprimée. "Donnez moi le pouvoir de traiter les blancs du Sud en bandits, a télégraphié Sheridan, et je réponds de l'ordre." Les légistes radicaux du Congrès ne sont pas de trempe à recourir aux procédés sommaires du militarisme ; ils ont le respect de la forme comme Bridoison et leurs coups d'Etat sont toujours revêtus d'une apparence de légalité.

Ils se sont donc réunis en caucus et ont débattu entre eux les moyens les plus propres à assurer le maintien de l'ordre... radical dans le Sud.

La section vaincue s'avisait de vouloir échapper à l'africanisation et à la radicalisation que les lois de reconstruction avaient en pour objet de lui imposer.

Ne fallait-il pas trouver un procédé pour mettre à la raison ces rebelles qui secouaient le joug ?

Ce procédé, le caucus a cru l'avoir trouvé dans l'adoption d'un bill préparé par l'un de ses membre et le caucus a chargé M. Coburn de présenter ce bill à la Chambre, aussitôt du comité d'enquête envoyé dans l'Alabama ; c'est le seul des comités d'enquête envoyés au Sud où on se soit trouvé une majorité radicale assez dépourvue de scrupules pour se charger de pareille besogne.

Le télégraphe ne nous a donné qu'une analyse assez incomplète de ce projet de loi ; nous en trouvons les dispositions plus détaillées dans un compte-rendu de la séance du caucus qu'a publié le *National Republican* de Washington.

Ce projet de loi liberticide porte le titre inoffensif "d'acte pour protéger les élections et pour empêcher les fraudes aux élections." Il faut lire "acte pour intimider les blancs et les empêcher de voter et de se montrer contre la fraude et l'usurpation." Qu'en connaissez de ressort la lecture des dispositions. La dernière—*in cauda venenum*—est celle qui a trait à la suspension de l'*habeas corpus*.

Section 1. Si deux personnes ou plus sous la juridiction des Etats Unis ou de tout Etat de l'Union, renversent par la force du gouvernement d'Etat ou une des autres constitutions de ce gouvernement ou entravent d'une manière violente ou illégale dans l'exécution des lois d'un Etat ou des Etats Unis, ou conspirent dans ce but avec l'intention de commettre un crime, la personne qui aura commis cette offense sera considérée comme coupable de félonie et punie d'une amende qui ne dépassera pas $10,000 et d'un emprisonnement avec travail forcé qui ne dépassera pas dix ans.

Section 2. Si deux personnes ou plus conspirent pour usurper par la force ou des subtils gouvernements, ou l'un de ses départements, ou essaient de renverser ou d'usurper le dit gouvernement d'Etat ou renversent effectivement le gouvernement d'Etat, la dite personne, sur conviction, sera considérée comme coupable d'un délit et condamnée à une amende qui ne sera pas moindre de $5,000 et à un emprisonnement qui ne dépassera pas deux ans.

Section 3. Aucun citoyen des Etats-Unis ayant droit à voter à une élection pour représentant au Congrès, sous la Constitution des Etats-Unis, ou en vertu des conditions fondamentales prescrites dans l'une des sections du Congrès adoptées un des Etats qui ont été en rébellion, ne sera privé du dit droit de voter par aucune action des dits Etats, sont par acte de la législature, soit par des amendements aux constitutions d'Etat.

Si l'un des fonctionnaires chargé de conduire telle élection refuse, à une élection pour le Congrès, de recevoir le vote de tout citoyen en vertu des dits actes, sera coupable de délit, et sur conviction sera condamné à une amende de $500 à $5000 et à un emprisonnement ne dépassant pas un an.

Section 4—Toute personne se servant d'armes à feu ou autres armes dangereuses ou de tout autre moyen pour empêcher ou intimider quelconque électeur dans l'exercice légal de son droit d'enregistrement pour les élections congressionnelles, dans le but d'influencer ou de faire du mal à toute personne pendant le cours de la dite élection, ou qui fera de même avant une élection, sera coupable d'un crime et passible de $500 à $5000 d'amende et d'un emprisonnement ne devant pas dépasser trois ans, pourvu toutefois que si dans ou des personnes sont portées d'armes à feu ou autres armes dangereuses cachées aux dites élections ou aux lieux où l'on s'enregistre, cela sera considéré comme présomption de l'intention d'intimider.

La section 5 porte que tout enregistreur nommé ou agissant dans l'Etat, qui refusera de permettre aux citoyens de voter ou de s'enregistrer ou de leur accorder les facilités suffisantes pour s'enregistrer et aussi obtenir des informations nécessaires, sera déclaré coupable d'un crime et sera passible de $500 d'amende, et de trois à 5 ans de prison.

La section 6 fait aux boîtes du scrutin, aux listes et autres papiers, l'application de la section précédente. Quiconque falsifiera ou mutilera, détruira ou supprimera volontairement ou enlèvera ou cachera ou fera disparaître ou changera ou altérera sciemment ou en faveur de M. de Cassagnac.

Encore dernièrement plaidé par M. Jules Favre, quelle gentillesse avait-il commis comme avocat.

Acquitté.
Le Pays.

Dans le prochain grand tirage
De la Loterie de l'Etat de Louisiane
Quarante mille numéros seront vendus
Jour où se tirera le gros lot : 15 février
En quatre parties et en public.
Gros lot, $20,000
Billets, $5
Achetez !

L'ordonnance sur le paiement des taxes municipales.

Plusieurs citoyens nous ayant adressés dans notre compte-rendu, nous reproduisons le texte officiel de l'ordonnance sur le paiement des taxes.

Mairie de la Nouvelle-Orléans,
Hôtel de Ville, 7 février 1876.

No 5095 de l'administration

Ordonnance relative au paiement des taxes officielles et municipales pour l'année 1876.

Il est ordonné par le Conseil municipal de la Nouvelle-Orléans, en conformité avec les dispositions de l'acte de la législature de l'Etat de la Louisiane, approuvé le 8 mars 1870, intitulé "Acte pour réorganiser le système actuel du jury Madrid, comment, nous n'en sommes pas encore là. Nous pouvons ajouter que la discussion ne calme de ce sujet.

Il y a, en effet, certains points que nous avons soulevés nous-mêmes, pour la première fois, la question de la réforme du jury. Nous avons fait une campagne qui a été possible d'obtenir la législation nécessaire. Mais nous devons alors les sens dans la presse où l'abaisse et, pendant, dans la presse américaine, à plaider notre cause.

Il y a deux ou trois ans, quelques articles semblables à ceux que nous avons publiés dans le journal de la Seine par M. de Wouellen contre Paul de Cassagnac, gérant du journal *Le Pays*, le juif, du même, le 7 de Paris du 15, a retenu un verdict d'acquittement en faveur de M. de Cassagnac.

Encore dernièrement plaidé par M. Jules Favre, quelle gentillesse avait-il commis comme avocat.

Acquitté.
Le Pays.

Dans le prochain grand tirage
De la Loterie de l'Etat de Louisiane
Quarante mille numéros seront vendus
Jour où se tirera le gros lot : 15 février
En quatre parties et en public.
Gros lot, $20,000
Billets, $5
Achetez !

Troubles à Saint-Jacques.

Noirs insurgés contre la justice.

Effusion de sang.

Arrestation des émeutiers.

Quatre ou cinq nègres tués.

Des troubles assez sérieux viennent de se produire à Saint-Jacques. La politique est entièrement étrangère à l'événement. La cause de ces troubles est due aux fausses notions inculquées aux noirs sur leurs droits et à leur résistance à la justice. Pendant aussi ont-ils été égarés par de perfides conseils.

Au milieu de rapports variés et contradictoires, nous avons recueilli ce qui nous semble devoir être une version à peu près correcte de l'affaire.

Un marchand de St-Jacques du nom de Jules Chiquet avait fait des avances à M. Aymar qui exploite l'habitation Buena-vista, située à quelques milles au-dessous de Donaldsonville, et qui a appartenu autrefois à M. Winchester. M. Chiquet soutenant de n'être pas payé de ses avances, avait fait saisir le sucre dans la sucrerie.

M. Aymar déclara à ses travailleurs, qui étaient engagés à la part, qu'il ne pouvait remplir ses engagements envers eux par suite de la saisie. Ceux-ci alors ou quelques uns d'entr'eux enlevèrent cinq à six boucauts de sucre de la sucrerie pour les expédier par le chemin de fer à la Nouvelle-Orléans.

M. Chiquet, informé du fait, obtint un ordre de la cour de paroisse pour replacer le sucre sous séquestre et il accompagna le député shérif chargé de l'exécution de l'ordre.

Les noirs qui avaient enlevé le sucre accueillirent les représentants de la justice à coups de fusil. Le député shérif reçut trois balles, un de ses hommes fut tué et un autre blessé. Les nègres s'emparèrent de M. Chiquet, ou suivant une autre version d'un de ses employés et d'un député shérif, M. Adam Travis, et les emmenèrent dans la sucrerie où ces malheureux furent suspendus par les pouces pendant trente-six heures.

Ces faits se passaient lundi soir. Mardi, un muletier nommé Eugène se rendit à la sucrerie pour tacher de persuader aux nègres de relâcher les prisonniers. Mais ceux-ci étaient tellement enragés qu'ils le mirent à mort en lui tranchant la tête.

M. Philippe Landry, député-shérif de la paroisse, qui, par suite de la maladie du shérif de couleur, remplit effectivement les fonctions de shérif, fit appel à tous les bons citoyens de la paroisse et mercredi matin, à la tête d'un *posse* d'environ 150 hommes, blancs et de couleur, il se rendit sur l'habitation Buena Vista.

La une nouvelle lutte s'engagea entre les agents de l'autorité judiciaire et les noirs égarés. Les renseignements nous manquent sur la nature de cette lutte. Il résulte seulement de nos informations que force est restée à la loi, que les prisonniers ont été délivrés et que quatre à cinq noirs ont perdu la vie. D'autres versions disent qu'il n'y a eu en tout que deux tués.

Des personnes arrivées par le train hier soir, nous ont dit que les troubles étaient terminés, et que les émeutiers étaient arrêtés par escouades.

Le bruit avait couru en ville, hier, qu'un frère de M. Poché avait été tué ; il ne s'est heureusement pas confirmé. Nous espérons pouvoir donner demain des détails plus circonstanciés sur cette affaire.

OPERA.

La soirée d'hier, consacrée au bénéfice de M. Momas, peut rivaliser d'éclat avec les plus belles que nous ayons eues depuis le commencement de la saison théâtrale. M. Momas a été accueilli à son entrée, par des applaudissements qui se sont renouvelés, en redoublant de force, à chaque cadeau et à chaque bouquet qui lui était présenté.

Quant à l'opéra de Donizetti, le public en a été enchanté. Tous les passages principaux de cette magnifique partition ont été reçus avec enthousiasme.

Le public doit bien des remerciements à M. Momas pour avoir repris un ouvrage si abondant en beautés de toutes sortes. *Don Sébastien* sera redonné prochainement, et nous ne doutons pas que son succès n'aille en croissant.

A. M.

THEATRE ST-CHARLES. — Miss Katy Mayhew a paru hier, dans une pièce entièrement nouvelle à la Nouvelle-Orléans, intitulée : "Valerie, or who is she ?"

Cette pièce—ainsi que le dit son titre—a été écrite en français, et plus tard traduite en anglais. Sans être un chef-d'œuvre, elle n'est pas pour cela dénuée de tout intérêt ; et la jeune artiste, Miss Mayhew, rend avec intelligence les moindres détails du rôle qu'elle interprète, celui de Valerie. Miss Maggie Mitchell, fait une excellente Fanchon ; elle est tout à fait dans son rôle, et son jeu plein de naturel ne saurait souffrir sans injustice la plus petite censure. Ce soir, Miss Mayhew prend son bénéfice.

THEATRE DES VARIETES.—"Phil. the Foundling," dont on a tant parlé dernièrement, a été représenté hier. Jas. K. Emmet dans le costume et sous les traits de l'Irlandais a parfaitement joué en montrant un talent d'imitation que peu d'artistes de son genre possèdent. Outre cette imitation dont il est si bien doué, il est musicien accompli et joue de plusieurs instruments. "Phil, the Foundling" en un mot est bien monté, et la pièce que s'est donnée le directeur pour la monter aussi, sera — espérons-le — récompensée par des recettes fructueuses.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—M. Frédéric Robinson, prend ce soir, son bénéfice. Il donne à cette occasion " Quarry Dell," une pièce qui n'a jamais été représentée ici, et qui attirera probablement beaucoup de monde. Le bénéficiaire, y remplira le premier rôle. A la demande générale, M. Robinson se fera entendre, samedi, dans une tragédie de Shakespeare, " Hamlet."

UNE DECOUVERTE.—Nous avons vu des échantillons d'une porcelaine faite de la terre des environs de la Nouvelle-Orléans.

Cette découverte est due à M. Abel d'Estampes, français, ancien directeur de la fabrique de Mehun, département de Cher. Nous en parlerons plus longuement dans un prochain numéro de l'*Abeille*.

Le train pour le pays de l'abondance
Le train pour le pays de l'abondance
Samedi, 27 février
Samedi, 27 février
Par la voie de la Loterie de la Louisiane
Par la voie de la Loterie de la Louisiane.
Achetez vos billets à temps
Achetez vos billets à temps
Prenez le chemin de la fortune
Prenez le chemin de la fortune.

LE DR. PARMLY, dentiste, au No 7 de la rue North, place Lafayette.

AVIS AUX FILLES.—Mesdemoiselles, M. Gilmore, le fameux chef d'orchestre, est un très bel homme et il y a beaucoup de beaux hommes dans sa bande ; ne serait-il pas bien à vous de suggérer à votre Charles Auguste qu'afin d'entendre Gilmore, il faudra avoir un billet du dernier tirage de la Bibliothèque du Kentucky, et que cet événement est proche. Plus que quelques semaines. En outre, Charles pourrait avoir un lot de quelques milliers de piastres, ce qui vaudrait encore mieux et alors, oh, alors vous verres.

TEMPERATURE.—15 fév. 1876.
Thermomètre de C. DU AMEL, opticien
Fahrenheit. Centigrade
6 A. M..... 48 9
12 M..... 66 18
3 P. M..... 62 17
6 P. M..... 56 14

$10
Seront
Bien placés dans la
Grande Loterie à numéros simples de la Louisiane
Qui se tirera samedi, 27 février
Jour où soixante-quinze mille piastres
Seront distribuées
En lots.
Achetez !

CHRONIQUE DE LA VILLE

LE VIEUX FIELD JOUE UN MAUVAIS TOUR A LONGSTREET.

Il fait cause les vivres.

Le vieux Field, ancien avocat général de l'Etat, vient de prendre une injonction devant la Cour dite supérieure de Hawkins, pour défendre au Lieutenant-Gouverneur d'Etat, le sieur Dutrochet, de payer $26,300 de warrants émis en faveur de James Longstreet, ex-général confédéré déchu, le même des $26,300 en question émis en faveur du même James Longstreet, le 23 août dernier, pour l'entretien des milices de son Excellence nationale William Pitt Kellogg.

Longstreet a déjà touché, paraît-il, pour sa part de ces warrants, Kellogg et lui, — car Kellogg partage toujours avec ses dévoués et se réserve la part du lion encore, — ont sauvegardé cet argent à leur propre avantage, car il est bien certain que les noirs miliciens de Harber et consorts n'ont jamais vu la couleur des *promesses de vente* ci-dessus.

Maintenant il n'y a plus de milice et plus de général Harber, ces personnages ayant baissé considérablement dans l'opinion de ses ex-soldats, depuis qu'on sait qu'il a servi de pâturage à Cascaras,—il était alors parfaitement à sa place,—dans l'après-midi du glorieux quatorze septembre.

On se demande donc quel besoin Longstreet pouvait-il avoir des $26,300 restant, sinon pour son bien personnel.

Le vieux Field, qui a eu des relations trop intimes avec tous les sexes de la ville, dont il a été longtemps l'avocat favori et le défenseur attitré, pour ne pas être un fin matois, a saisi de cette affaire au bond, et il s'est décidé à faire le coup le mieux pour que Longstreet, qui n'a pas le sou, ne soit pas forcé, par la volonté de la législature panachée de 1874 style M. Kellogg, de faire un emprunt de $26,300 au général Longstreet, dont le seul mérite a été de hâter la retraite des métropolitains le 7 septembre et d'avoir eu la gentille quand ses propres yeux étaient fermés par son parti dans le Bureau des retenus.

Le vieux Field, qui n'est pas le désintéressement personnifié, prétend que c'est à lui et non pas à James Longstreet, le général confédéré, qu'on est dû faire un pareil cadeau, et il dit que dans ce cas il se fut engagé d'avance, et on le lui eut demandé, à ne pas demander d'injonction et à fermer les yeux sur certains détails.

Le vieux Field déclare hautement qu'il a fondu, on voulu rendre, d'immenses services au parti radical et qu'on lui doit une récompense bien plus qu'à James Longstreet.

En effet, pendant que le général des ex-gens de l'escarpetant s'entendait à la Durand, après avoir envoyé Badger se faire casser la tête, le vieux Field avait l'oreille de l'attorney général Williams à Washington et lui racontait par jour 2377 histoires à faire dresser les cheveux sur la tête d'un chauve.

Ensuite, quelques jours après la clôture de l'enregistrement, n'est-ce pas le même Field qui a failli priver cent mille citoyens naturalisés d'exercer leur droit de suffrage !

Il n'a pas réussi, nous le savons, car l'homme propose et Dieu dispose ; mais, il a beaucoup travaillé et ses services dévoués,—fidèle en cela à ses anciennes traditions de plaideur à la sonne des coquilles,—il est dur pour un homme comme lui de voir un homme comme Longstreet sur le point de toucher $26,300,—le prix du sang qu'il a versé ou fait verser,—quand lui, Field, a accompli le prodige de commettre plusieurs milliers de meurtres en quelques jours, pour la bénédicte du second comité congressionnel, sans verser une seule goutte de sang.

Et voilà pourquoi le vieux Field, s'opposer énergiquement à ce que le pseudo trésorier d'Etat paie les $26,300 de warrants qu'a Longstreet et qu'il demande au comptoir Hawkins, à la pseudo Cour supérieure, de lancer une injonction à cet effet.

Le motif, nous l'avons deviné : le vieux Field n'aurait eu rien à lui prouver, dans s'il veut être de bonne foi il ne peut lui que nous ayons deviné juste.

LE MEURTRE DE HICKS.

L'enquête du coroner.

Le coroner DeBlanc a fait une enquête ayant hier après midi, à nos bureaux au coin de la rue Esplanade et Dumaine, relativement au meurtre du soldat Watson Hicks, appartenant à la compagnie D du 25me régiment d'infanterie, qui a été tué dans la nuit du dimanche par un nègre du nom de Harry Duchamp.

Nous avons déjà donné, dans notre numéro de mardi, un rapport de cette affaire, d'après la version de l'accusé Duchamp.

Alex Wallace jumpant dans le mentir Hicks aussi bien que Duchamp a fait une déposition, répétant en substance la déclaration de celui-ci.

Le témoignage du soldat Patrick Mahoney, appartenant à la même compagnie que le défunt, est tout différent, cependant.

Il dit qu'en compagnie de Hicks, de Haywood et de Fitzgerald, tous les trois des soldats des Etats-Unis, il se rendait aux Casernes, en passant par la rue Liège. A quelques pas devant eux il y avait sept ou huit nègres ou négresses qui s'en allaient en chantant.

Hicks, qui était à moitié ivre, comme ses camarades d'ailleurs, a insulté le chant des nègres en se moquant d'eux.

L'un des nègres s'est retourné alors et lui a dit des injures et Hicks a couru après lui. Les nègres l'ont attendu, mais en voyant venir le témoin et les deux autres soldats, ils se sont enfuis.

Le témoin n'est approché de Hicks qui était exaspéré et s'efforçait de le calmer, quand un des nègres a insulté le témoin lui-même, en lui disant que s'il ne s'en allait pas de bonne volonté il le forcerait à partir.

Hicks en entendant ces injures s'est élancé de nouveau sur les nègres, et ses trois compagnons l'ont suivi. Les nègres ont couru jusqu'à la porte de Duchamp et se sont arrêtés. Hicks se trouvant en ce moment devant cette porte et leur faisant face.

Le témoin, qui se trouvait le plus près de Hicks, à une quinzaine de pas environ de la maison de Duchamp, a entendu un des nègres dire : "si vous ne vous en allez pas, je vais vous brûler la cervelle." Quelques secondes avaient à peine été prononcées qu'un coup de pistolet a été tiré, et le malheureux Hincks, frappé mortellement, est tombé comme une masse inerte sur le trottoir. Le témoin a appelé alors Haywood et Fitzgerald, mais il a trouvé le premier couché à terre et ivre-mort, tandis que le second s'était mis contre une barrière pour ne pas tomber.

Voyant que les nègres entouraient le corps de l'infortuné Hicks et que Haywood et Fitzgerald ne savaient pas comprendre ce qui se passait auprès d'eux, le témoin a battu en retraite pour aller demander du secours.

Le témoin était à une quinzaine de pas de Hicks tout au plus et il est certain qu'il n'a pas essayé d'entrer de force dans la maison. Il ne peut pas dire lequel des nègres a tiré le coup de pistolet qui a tué Hicks.

James Haywood, l'un des soldats qui se trouvait avec Hicks, a été examiné, mais il a déclaré qu'il était trop ivre pour se rappeler ce qui a eu lieu. Il croit se souvenir que quelqu'un a tiré un coup de pistolet, mais il ne sait rien de plus.

Fitzgerald, le troisième soldat, étant absent, le coroner a renvoyé la fin de l'enquête au lendemain, afin d'avoir son témoignage.

Le témoignage de Fitzgerald n'est borné à peu de chose ; il était ivre comme Haywood et comme lui il n'a rien vu et ne se souvient de rien.

Le jury du coroner a rendu un verdict, déclarant que Hicks avait été tué par la décharge d'une arme à feu entre les mains d'un certain Harry Duchamp. Le docteur De Blanc fera, sans doute, aujourd'hui, un affidavit contre le dit Duchamp, l'accusant de meurtre.

Un noble visiteur.

Le général G. W. Curtis Lee, fils de notre immortel chef, Robert E. Lee, qui a succédé à son père comme président de l'Université de Washington and Lee, en Virginie, visite actuellement notre ville, accompagné par sa cousine Miss Mary Lee. Le général Curtis Lee fait une tournée dans les Etats du Sud et partout il sera reçu avec le respect qu'inspire le nom glorieux qu'il porte.

Nous sommes heureux de constater que l'hospitalité proverbiale de la Nouvelle Orléans n'a pas fait défaut à notre illustre visiteur et qu'il a été fêté avant hier soir par les anciens élèves gradués de l'excellent collège dont il est le président.

Le général Curtis Lee doit passer une dizaine de jours au Texas puis il retournera dans notre ville qu'il quittera pour faire un voyage en Europe.

Une panique au théâtre du Globe.

Hier soir, pendant la représentation au théâtre du Globe, où la foule était assez considérable, quelques individus, — que l'on suppose à bon escient être des voleurs, — ont crié tout à coup au feu, en se levant brusquement et à grand bruit, comme se jette à une violente terreur.

Ces cris ont jeté la consternation dans la salle où n'ont pas tardé à créer une panique générale.

Pendant qu'hommes et femmes s'écrasaient contre les portes dans leur hâte de sortir, les pickpockets faisaient leur métier et soulevaient adroitement aux fuyards leurs montres et leurs bourses.

Plusieurs officiers de police sont accourus et ne s'est qu'après la plus grande peine qu'on a pu rétablir l'ordre.

Inutile de dire que les auteur de cette panique si peu innocente avaient disparu sans laisser leurs cartes.

Il faut espérer, cependant que nos détectives sauront les découvrir, car il serait dangereux de les laisser recommencer le même jeu.

Les voleurs sont partout à Paris, et on ne saurait prendre trop de précautions pour défendre toute manifestation et se garantir contre leurs coups. Quelques-uns ont été victimes de leur confiance, et plusieurs fois l'occasion de le dire, par les soins de dernière qu'ils prodiguent dans les maisons qu'ils visitent pour la première fois. Mardi, entre 3 et 4 heures, M. Barnett, demeurant rue de Penthièvre, près Chartres, était survenu, étant entré dans une chambre des dépendances. Il découvrit un homme qui était caché dans un coin et qui, en l'apercevant, disparut en courant. L'homme ayant été arrêté, M. Barnett, suivi d'un sergent de police, visita la chambre où il l'avait trouvé et reconnut que le malfaiteur avait déposé sous son lit une trousse de son passage. Il était introduit chez M. Barnett par la rue du Chantier en franchissant une des clôtures.

Coup de pistolet par la fenêtre ou double assassinat.

Malgré d'écrits, ouvrier, âgé de vingt-cinq ans, le meurtrier de la rue de Belleville, a été arrêté hier dans la matinée, vers midi, accusé de vol et de tentative de meurtre sur la personne de son patron, le sieur Bernard, marchand de vins, rue de Belleville, 78, et sur la femme de ce dernier.

Mercredi matin, à sept heures, le sieur Bernard, qui était encore au lit, entendit ouvrir la porte de sa chambre à coucher. Il aperçut un homme qui s'avançait vers lui, un pistolet à la main. Il se leva vivement et saisit le bras de l'assassin, qui déchargea son arme sur le plafond. Bernard, aidé de sa femme, qui était accourue, parvint à désarmer le meurtrier, qui, pour se défendre, lui asséna plusieurs coups de couteau. Le sieur Bernard, qui avait reçu deux blessures graves, dont une à la tête, et sa femme, qui avait été blessée à la main, appelèrent au secours. Le meurtrier, qui avait pris la fuite, fut arrêté par le sergent de ville.

Interrogé, il a déclaré qu'il avait voulu voler et tuer son patron, parce que celui-ci refusait de lui donner de l'argent.

Le sieur Bernard a été transporté à son domicile, où il a reçu les soins de M. le docteur Delens.

Le meurtrier, qui a été écroué au dépôt de la préfecture, a été interrogé hier matin par M. Lagrange, juge d'instruction.

Il est mort pendu, dimanche, à Pontoise, le nommé Charles Morin, âgé de vingt-deux ans, qui avait été condamné à mort, le 28 décembre dernier, par la cour d'assises de Seine-et-Oise, pour le meurtre de la femme Lefèvre, commis à Argenteuil, le 15 août précédent.

Morin, qui était d'une force herculéenne, a fait preuve d'une grande énergie pendant les préparatifs de son exécution. Il a refusé les secours de la religion et a marché d'un pas ferme à l'échafaud.

Il a été exécuté à sept heures et demie.

Un nouveau crime vient d'être commis à Paris, dans la nuit de mardi à mercredi, rue Saint-Jacques, 264, dans une maison de la plus triste apparence, habitée par des gens de la plus basse classe.

Le concierge, nommé Lefèvre, âgé de soixante-dix ans, a été trouvé mort dans son lit, la tête fracassée à coups de hache.

Sa femme, âgée de soixante-cinq ans, a été trouvée dans un état affreux, la tête également fracassée à coups de hache.

Les meurtriers ont pénétré dans la loge du concierge par la fenêtre, qui donne sur la cour.

Ils ont pris quelques pièces de monnaie et ont disparu.

Le commissaire de police du quartier, M. Lagrange, s'est rendu sur les lieux, et a ouvert une enquête.

Les époux Lefèvre étaient connus pour leur économie et on pense que les meurtriers ont dû les croire riches.

Le concierge et sa femme ont été découverts par leur fille, qui est venue les voir dans la matinée